REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

JUGEMENT
COMMERCIAL N° 42 du
04/04/2019
CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

BARKE MAMAN BACHIR
C/SOCIETE ADDAX.COM

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 04 AVRIL 2018

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du Quatre Avril deux mil dix-neuf, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **YACOUBA ISSAKA**, Juge au Tribunal, **Président**, en présence de **Madame NANA AICHATOU ABDOU ISSOUFOU** et **Monsieur SAHABI YAGI**, tous deux membres ; avec l'assistance de Maître **COULIBALY MARIATOU**, **Greffière** a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

Monsieur BARKE MAMAN BACHIR né le 12/07/1975 à Arlit, Commerçant de nationalité nigérienne domicilié à Niamey, Quartier Village de la Francophonie, [Tel:96.96.34.18](tel:96.96.34.18), titulaire du permis de conduire N°596AZ délivré par le Gouverneur d'Agadez le 20/12/1993 assisté de la SCP JURISPARTENERS, Boulevard MALI BERO, Plateau, Rue IB 51/Porte 96, BP; 832 Niamey-NIGER, Tél:+227-20.35.25.03, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites;

DEMANDEUR

D'UNE PART

ET

La Société ADDAX.COM SARL : ayant son siège social à Niamey, quartier Dar Es Salam pavé, face Pharmacie SAYE, NIF : 16757/S, RCCM-NI-NIA : 2010-A-581, BP : 11.269 Niamey, Cel : 96.87.45.90, pris en la personne de son Directeur Général ADAMOU ALI ZOUBEIROU ;

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

FAITS ET PROCEDURES

Suivant exploit d'assignation avec communication en date du 14 Janvier 2019, BARKE MAMAN BACHIR assigne la Société ADDAX.COM SARL devant le tribunal de commerce et demande audit tribunal de le recevoir en son action en la forme et au fond de constater, dire et juger que celle-ci reste lui devoir la somme de 3.165.000 FCFA représentant la part de marge bénéficiaire revenant à IBRAHIM BONDIERE MOUSSA, constater que son inexécution est à la base de sa condamnation au paiement de la somme de 4.100.000 FCFA, la condamner ainsi à lui payer ladite somme de 4.100.000 FCFA, la condamner aussi à lui payer la somme de 10.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts, ordonner l'exécution provisoire sans caution sur minute et avant enregistrement de la décision à intervenir, la condamner aux dépens ;

Les parties étaient renvoyées à l'audience du 07 Février 2019 pour conciliation mais cette phase n'a pas aboutie d'où la saisine du juge de la mise en état pour instruction de l'affaire le dossier n'étant pas en état d'être jugé ;

Pour une bonne administration de la justice et dans le respect du droit à la défense ainsi que du principe du contradictoire, un calendrier d'instruction a été établi et des délais ont été impartis aux parties pour présenter leurs conclusions et moyens de défense.

Ainsi conformément au calendrier d'instruction les deux parties ont conclu ;

Ainsi par ordonnance en date du 08 Mars 2019, l'instruction a été clôturée et le dossier renvoyé devant le tribunal pour être plaidée le 21 Mars 2018;

Advenue cette date l'affaire a été plaidée et mise en délibéré pour le 04 Avril 2019 où le tribunal a statué en ses termes;

SUR LES ARGUMENTS ET PRETENTIONS DES PARTIES

En appui BARKIRE MAMAN BACHIR expliquait que courant juillet 2017, la société ADDAX.COM SARL à court de trésorerie sollicitait auprès de lui un prêt de 6.600.000 F pour une opération d'achat et de revente de filtres d'huile ;

Que le 22/07/2017, il obtenait ledit prêt pour le compte de de la société ADDAX.COM SARL auprès de IBRAHIM BONDIERE MOUSSA ;

Que la société ADDAX.COM SARL promettait de rembourser la somme prêtée ainsi qu'une marge bénéficiaire d'un montant de 3.165.000 FCFA dès la vente des filtres mais celle-ci n'avait pas honoré son engagement ;

Qu'ainsi IBRAHIM BONDIERE MOUSSA lui avait servi une sommation de payer le montant relatif à la marge bénéficiaire,

Que mise au courant de ladite sommation de payer, la société ADDAX.COM SARL avait signé une reconnaissance de dette et s'était engagé à rembourser les

3.165.000 F pour le compte d'IBRAHIM BONDIERE MOUSSA sans honoré une fois de plus cet engagement ;

Que lasse d'attendre IBRAHIM BONDIERE MOUSSA l'avait assigné devant le tribunal de commerce de Niamey qui, par jugement N°142 en date du 20/09/18, l'avait condamné à lui payer la somme de 3.600.000 F pour marge bénéficiaire et 500.000 f pour dommages et intérêts soit au total la somme de 4.100.000 CFA ;

Qu'en refusant de payer les 3.600.000 FCFA, ADDAX TELECOM SARL a violé les dispositions de l'article 1134 du code civil et doit être condamnée au paiement dudit montant ainsi que celui du montant de 10.000.000 FCFA en vertu de l'article 1147 du code civil ;

Que la société ADDAX.COM SARL étant la seule bénéficiaire de la créance qu'elle ne nie pourtant pas, elle doit être condamnée à son paiement ;

En réplique la société ADDAX.COM SARL reconnaissait les dommages qu'elle a causé à BARKE MAMAN BACHIR mais soutient que c'est en raison des difficultés du marché qu'elle n'a pu honorer son engagement ;

Que néanmoins elle est disposée de ce fait à lui faire des versements parce qu'elle dispose encore d'un stock de filtres ;

Qu'elle est encore disposée à lui verser en plus des deux millions huit cent soixante-cinq mille (2.865.000) F des dommages et intérêts;

EN LA FORME

Attendu qu'aux termes de l'article 372 du code de procédure civile : « le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres à la juridiction devant laquelle la demande est portée » ;

Qu'à la lecture de l'article 374 « **le juge statue par jugement réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne ne comparait pas sans motifs légitime valable** » ;

Attendu qu'aux termes de l'article 44 de la loi N°2015- 08 du 10 Avril 2015 fixant l'organisation, la compétence, la procédure à suivre et la fonctionnement des tribunaux de commerce en République du Niger : « **Si le demandeur ne comparait pas, la cause est radiée du rôle et ne peut reprise qu'une seule fois.**

Si le défendeur ne comparait pas, il est donné défaut contre lui, si l'assignation n'a pas été faite à sa personne, et s'il ressort de la procédure qu'il n'a pas eu connaissance de la date de l'audience. Dans le cas contraire la décision à intervenir est réputée contradictoire contre lui. » ;

Attendu qu'en l'espèce BARKE MAMAN BACHIR est régulièrement représenté à l'audience par la SCP JURISPARTNERS substituée Maitre YOUNOUSSI BOULKASSOUMI, Avocat à la Cour ;

Qu'il ya lieu de statuer contradictoirement à son égard ;

Attendu par contre que la Société ADDAX ne s'est pas fait représenté et ne justifie d'aucun motif légitime l'ayant empêchée de comparaître ;

Attendu qu'elle a parfaitement connaissance de la procédure pour avoir été assignée en la personne de son comptable et pour avoir conclu conformément au calendrier d'instruction de la procédure mais aussi qu'elle a connaissance de la date de l'audience pour avoir reçu notification de l'ordonnance de clôture et de renvoi devant le tribunal ainsi que la notification de la date de l'audience ;

Qu'il ya lieu de statuer par réputé contradictoire à son égard en application des articles 374 et 458 du code de procédure civile et 44 de la loi N°2015-08 du 10 Avril 2015 ;

Attendu que BARKE MAMAN BACHIR a introduit son action dans les formes et délais légaux ;

Qu'il ya de le recevoir en son action comme étant régulière ;

AU FOND

Sur la créance

Attendu que BARKE MAMAN BACHIR demande au tribunal de dire et juger que la Société ADDAX.COM SARL reste lui devoir la somme de 3.165.000 FCFA représentant la part de marge bénéficiaire revenant à IBRAHIM BONDIERE MOUSSA ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1134 du code civile : « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi » ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1315 du code civil nigérien « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver et réciproquement celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Attendu qu'en l'espèce BARKE MAMAN BACHIR soutenait que le 22/07/2017, il avait contracté une prêt portant sur la somme de 6.600.000 F auprès d'IBRAHIM BONDIERA au profit de la société ADDAX.COM SARL pour une opération d'achat et de revente de filtre d'huile ;

Qu'en contrepartie celle-ci s'engageait de rembourser la somme prêtée ainsi qu'une marge bénéficiaire d'un montant de 3.165.000 FCFA dès la vente des filtres mais celle-ci n'avait pas honoré son engagement ;

Attendu que la société ADDAX.COM SARL ne conteste pas les déclarations de BARKE MAMAN BACHIR ni la créance mais soutient que c'est en raison des

difficultés du marché qu'elle n'a pu honorer son engagement et qu'à la date des présentes la créance est de 2.865.000 FCFA ;

Attendu que dans son engagement de payer en date du 13 juillet 2018, la société ADDAX.COM SARL reconnaissait devoir à BARKE MAMAN BACHIR la somme de 3.165.000 FCFA et qu'elle ne justifie d'aucun paiement justifiant le montant de 2.865.000 FCFA qu'elle dit devoir à BARKE MAMAN BACHIR à la date des présentes ;

Qu'il ya lieu de dire qu'elle reste devoir à BARKE MAMAN BACHIR la somme de 3.165.000 FCFA représentant la part de marge bénéficiaire revenant à IBRAHIM BONDIERE MOUSSA ;

Attendu que BARKE MAMAN BACHIR demande au tribunal de constater que l'inexécution par la société ADDAX.COM SARL de son obligation contractuelle est à la base de sa condamnation au paiement de la somme de 4.100.000 FCFA et de la condamner ainsi à lui payer ladite somme;

Attendu qu'il ressort des déclaration de BARKE MAMAN BACHIR et des propres écrits de la société ADDAX.COM SARL en l'occurrences les reconnaissances de dettes et ses conclusions que non seulement elle n'a pas honoré ses engagements mais aussi cette inexécution est à la base de la condamnation de BARKE MAMAN BACHIR au paiement de la somme de 4.100.000 FCFA par jugement N°142 en date du 20/09/18 du tribunal de commerce de Niamey ;

Qu'il est évident que c'est le nom respect par la Société ADDAX.COM SARL de ses obligations contractuelles et de ses engagements de payer qui a conduit à la décision de condamnation de BARKE MAMAN BACHIR ;

Attendu que BARKE MAMAN BACHIR demande la condamnation de la Société ADDAX TELECOM SARL au paiement du montant qu'il a été condamné à payer à IBRAHIM BONDIERE MOUSSA soit la somme de 4.100.000 FCFA ;

Attendu que la Société ADDAX COM SARL répond seulement qu'elle est disposée à payer ledit montant par versement ;

Qu'elle ne verse pourtant aucune preuve d'un début de versement ;

Qu'il ya lieu de la condamner à payer à BARKE MAMAN BACHIR la somme de quatre million cent mille (4.100.000) francs CFA ;

Sur les dommages et intérêts

Attendu que BARKE MAMAN BACHIR demande au tribunal de condamner la Société ADDAX.COM SARL à lui payer la somme de 10.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1147 du code civile « **le débiteur est condamné s'il ya lieu au paiement de dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère**

qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y'ait aucune mauvaise foi de sa part » ;

Attendu qu'en l'espèce, la Société n'a pas exécuté son obligation contractuelle consistant au paiement de la somme de **3.165.000 représentant la marge bénéficiaire destinée à IBRAHIM BONDIERE MOUSSA, conduisant à la condamnation de BARKE MAMAN BACHIR au paiement de ladite somme ainsi que celui de la somme de 500.000 à titre de dommages et intérêts ;**

Qu'elle a toujours reconnu la créance et toujours pris des engagements de payer qu'elle n'a jamais honoré, obligeant BARKE MAMAN BACHIR à saisir le Tribunal ;

Que BARKE MAMAN BACHIR est obligé de recourir au service d'huissier et d'Avocat pour intenter la présente judiciaire pour réclamer ses droits, ce qui engendre aussi des dépenses supplémentaires ;

Qu'outre la violation de son obligation contractuelle, la Société ADDAX.COM SARL oppose une résistance malicieuse en reconnaissant certe la créance et les dommages subis par BARKE MAMAN BACHIR mais en parlant de difficultés de marchés qu'elle ne justifie pourtant pas, en violation de l'article 15 du code de procédure civile ;

Attendu qu'il ya lieu de recevoir comme fondée en droit la demande de dédommagement de BARKE MAMAN BACHIR ;

Attendu cependant que le montant de 10.000.000 FCFA réclamé est exorbitant ;

Qu'il ya lieu de le ramener à une juste proportion ;

Qu'ainsi il ya lieu de lui allouer la somme d'un million (1.000.000) francs CFA à titre de réparation pour toutes causes de préjudices confondus

- Qu'en conséquence, il ya lieu de condamner, la Société ADDAX.COM SARL à lui payer la somme d'un million (1.000.000) francs CFA à titre de dommages et intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;

Sur l'exécution provisoire

Attendu que BARKE MAMAN BACHIR demande au tribunal d'ordonner l'exécution provisoire sans caution sur minute et avant enregistrement de la décision à intervenir

Attendu que les articles 398 du code de procédure civile et 52 de la loi 2015-08 du 10 avril 2015 permettent au tribunal d'ordonner l'exécution provisoire d'office ou à la demande des partie ;

Attendu d'une part, la Société ADDAX.COM SARL est bien consciente de son engagement et de l'existence de la créance mais a toujours pris des engagements qu'elle n'a jamais honorés ;

Que son comportement constitue une véritable résistance abusive et vexatoire et surtout attentatoire aux intérêts du demandeur;

Attendu qu'une exécution provisoire est ordonnée pour vaincre la résistance d'un débiteur de mauvaise foi;

Qu'il ya lieu d'ordonner par conséquent l'exécution provisoire du présent jugement sur minute et avant enregistrement sur le montant de quatre million cent mille ((4.100.000) francs CFA nonobstant toute voie de recours ;

Sur les dépens

Attendu que la Société ADDAX.COM SARL a succombé à la procédure ;

Qu'il ya lieu de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant publiquement contradictoirement à l'égard de BARKE MAMAN BACHIR et réputée contradictoire à l'égard de la Société ADDAX.COM SARL en matière commerciale, en premier ressort et en dernier ressort ;

En la forme

- DECLARE recevable l'action de BARKE MAMAN BACHIR comme étant régulière ;

Au fond

- DIT que Société ADDAX.COM SARL doit à BARKE MAMAN BACHIR la somme de 3.165.000 FCFA représentant la part de marge bénéficiaire revenant à IBRAHIM BONDIERE MOUSSA ;
- CONSTATE que l'inexécution par la société ADDAX.COM SARL de son obligation contractuelle est à la base de la condamnation de BARKE MAMAN BACHIR au paiement de la somme de quatre million cent mille (4.100.000) francs CFA.
- CONDAMNE par la société ADDAX.COM SARL à lui payer ladite somme ;
- LA CONDAMNE à lui payer la somme d'un million (1.000.000) francs CFA à titre de dommages et intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;
- ORDONNE l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la présente décision sur le montant de 4.100.000 FCFA nonobstant toute voie de recours ;
- CONDAMNE la Société ADDAX.COM SARL aux dépens ;

- DIT que les parties disposent d'un délai d'un (01) mois à compter du prononcé de la présente décision pour se pourvoir en cassation devant la Cour de Cassation par dépôt de requête auprès du greffier en chef de ladite Cour ;

Ainsi fait, jugé et prononcé les jour, mois et an que dessus ;

Suivent les signatures du Président et de la Greffière

Pour Expédition Certifiée Conforme

Niamey, le 04 Avril 2019

LE GREFFIER EN CHEF